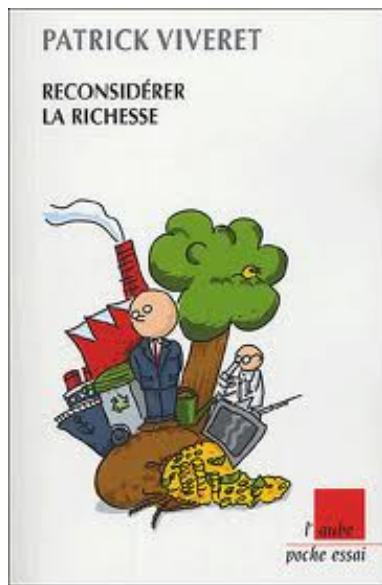


## Patrick Viveret : «La paix et la démocratie sont menacées»

Par **Joseph Confavreux**

Article publié le mardi 15 novembre 2011

La charge confiée à Mario Monti de former un nouveau gouvernement, en Italie, a été effective dès le dimanche soir pour permettre une ouverture sereine des bourses européennes le lundi matin. Pour Patrick Viveret, philosophe, ancien conseiller honoraire à la Cour des comptes, et auteur de *Reconsidérer la richesse*, cette manière de «rassurer les marchés» est à la fois inefficace et dangereuse.



Elle revient, d'un côté, à vouloir «rassurer des robots», puisque la majorité des transactions financières, de par le monde, sont désormais opérées par des automates.

Elle avalise, de l'autre, une logique financière qui menace les valeurs cardinales sur lesquelles l'Europe s'est construite: la démocratie et la paix. Cette logique ne tolère pas, en effet, deux composantes essentielles du fonctionnement démocratique : le temps et la divergence.

Pistes pour une politique alternative sous forme d'entretien.

## Quelles leçons tirer du renversement de deux gouvernements élus démocratiquement, en Grèce et en Italie, sous la pression des marchés financiers ?

La démocratie et la paix, c'est-à-dire les deux valeurs cardinales sur lesquelles s'est construite l'Europe, sont aujourd'hui menacées. Nous sommes entrés dans une situation d'urgence démocratique, précisément par ce fait que la logique financière elle-même ne supporte plus deux caractéristiques majeures de la démocratie : le temps d'une part, la pluralité et la divergence des orientations de l'autre.

Les marchés financiers fonctionnent aujourd'hui à la seconde, ou à la nanoseconde, et ne supportent plus le temps démocratique, qui ne va jamais assez vite pour eux. Un phénomène permis et aggravé par le fait que 70% des transactions financières aux Etats-Unis, et près de la moitié en Europe, sont réalisées par des automates, à travers le trading algorithmique. On ne cesse de dire qu'il faut rassurer les marchés, parce que ça ne passerait pas si on disait qu'il faut «rassurer les robots». D'où le développement de cette novlangue jargonnante de l'économie financière, qui, par son opacité, joue un rôle structurant dans le déni de démocratie.

Il y a un formidable travail de déconstruction et d'éducation populaire à faire pour savoir qui sont ces fameux marchés financiers à rassurer. Le seul fait de se poser la question du «qui?» permet de saisir à la fois le rôle considérable des automates et la psychose maniaco-dépressive dans laquelle les financiers sont engagés.

Le *Wall Street Journal*, qui n'est pas l'incarnation d'une pensée alternative, écrivait, au moment du krach de 1987, mais cela reste valable aujourd'hui, que les marchés ne connaissent que deux sentiments : l'euphorie ou la panique. C'est exactement ce qui caractérise la psychose maniaco-dépressive. C'est-à-dire un état où les personnes perdent le contact avec le réel, notamment économique, et peuvent dilapider l'argent. C'est une des raisons pour lesquelles on préconise tutelle et curatelle. Il ne s'agit donc pas seulement de réguler les marchés

financiers, mais aussi de les soigner. Les marchés financiers constituent aujourd'hui un problème de santé internationale.

L'autre fondement de la démocratie que les marchés ne supportent plus est la division ou la pluralité des orientations, pourtant inhérente au processus démocratique. Ils exigent donc, partout, des règles d'or et des gouvernements d'union nationale, dirigés par des techniciens. On l'avait déjà senti cet été, aux Etats-Unis, lors du désaccord entre républicains et démocrates sur le plafond d'endettement. La gestion dynamique de la divergence, qui est un fondement démocratique, n'est plus compatible avec la logique financière.

Si on laisse cette logique s'imposer, on en arrive donc à ce qu'a décrit le prix Nobel hétérodoxe Paul Krugman. Pour lui, nos programmes d'austérité sont l'équivalent des sacrifices humains chez les Mayas. Il faut analyser la crise actuelle à travers les catégories d'une crise de foi, donc d'une crise religieuse, pas seulement d'une crise de confiance. Nous sommes dominés par un socle de croyances et de crédulités conduisant à penser que, face à ces nouveaux dieux courroucés que sont les marchés financiers, nous n'avons d'autres choix que les rassurer avec des sacrifices ! Et des sacrifices humains. Chaque annonce d'un plan d'austérité implique plus de chômage, moins d'infirmières, moins d'éducation...

C'est pourtant une destruction de richesse réelle et humaine aussi absurde que les sacrifices mayas, qui ne parvenaient pas à arrêter les éclipses de soleil et n'ont pas empêché la civilisation maya de s'effondrer. On voit bien que c'est inefficace, mais on nous explique que c'est lié au fait qu'on n'a pas été assez loin dans le sacrifice ! Or, cette logique sacrificielle, si on la laisse aller jusqu'au bout, met en cause non seulement la démocratie, mais, ensuite, la paix elle-même.

Une économie entièrement autonome vis-à-vis du politique et de toute éthique engendre des formes de guerres civiles intérieures : on en a perçu les germes lors des émeutes britanniques de l'été. Mais elle porte

aussi en elle les germes de guerres internationales. Les éléments de révolte sociale sont déjà présents et le seront plus encore avec les programmes d'austérité.

Et la meilleure façon de canaliser des révoltes, c'est toujours de construire des logiques de boucs émissaires. Soit des boucs émissaires intérieurs, comme les Juifs hier ou les Roms aujourd'hui. Soit des boucs émissaires extérieurs. Les révoltes sociales qui montent en Chine face à la classe des nouveaux riches pourraient bien faire que Taiwan devienne un enjeu de conflit majeur. Et, pour Israël, une bonne façon de détourner les puissantes revendications de leurs indignés, c'est un conflit avec l'Iran. Les politiques économiques actuelles sont autant de bombes à retardement planétaires.

**Une économie «avec marché» plutôt qu'une économie «de» marché**

**Mais l'envolée des dettes est tout de même une préoccupation légitime...**

La menace qui pèse aujourd'hui, en Europe, sur les valeurs cardinales de la paix et de démocratie me semble nettement plus importante que la dette financière. D'autant que celle-ci doit être replacée dans la compréhension des «trois dettes» : la dette écologique, la dette sociale et la dette financière, qui ne vient qu'en troisième position.

La dette écologique, qui se mesure par l'empreinte écologique, permet aux pays riches, et à leurs classes possédantes, de se permettre un mode de vie écologiquement insoutenable, parce qu'il continue à y avoir trois milliards d'êtres humains qui vivent, eux, en dessous de l'empreinte écologique possible pour la planète. Mais quand les Indiens ou les Chinois se mettent à dépasser les seuils et à rattraper l'Occident, cela devient insoutenable. La dette la plus urgente est, pour le monde issu du modèle industriel occidental grand consommateur de gaz à effet de serre, de se reconverter et d'aider à la réorientation du Sud vers des modes de développement écologiques.

La dette sociale désigne, elle, le transfert d'une part considérable de la rémunération du travail vers la rémunération du capital, depuis les années 1980. Pierre Larrourou a avancé le chiffre de 35 000 milliards de

dollars en 30 ans. Ce transfert n'a pas de légitimité démocratique, et la dette financière est, en réalité, très fortement constituée par cette dette sociale.

Même si les chiffres généraux sont délicats à manier, ce qui est sûr, c'est que, quand j'étais à la Cour des comptes, le travail qu'on avait effectué sur la séquence 2000-2010 mettait en évidence 100 milliards d'euros d'exonérations fiscales de toute nature. Or, ils constituent une double peine pour les uns et un double bénéfice pour les autres.

Les bénéficiaires de ces 100 milliards payent moins d'impôts et de cotisations sociales, et, avec ce surplus, ils peuvent se permettre de prêter, notamment aux Etats, et de recevoir donc, en plus, les intérêts de leurs prêts. Du côté des gens modestes, c'est une double peine. Ils reçoivent moins en services publics ou en prestations sociales, et, de l'autre côté, on leur demande aussi de payer l'austérité, au titre de citoyens contributeurs. On a donc transformé une dette sociale due aux gens modestes en une dette financière due, d'abord, aux plus riches.

Il faut donc certes penser et résoudre la dette financière, mais en rapport avec la dette sociale et écologique. On peut alors prétendre commencer à rembourser la dette, mais sur la base de critères de justice sociale. Une mesure d'un gouvernement de gauche élu en 2012 pourrait être de faire passer d'abord une loi sur un plafond maximal d'inégalités de revenus, en définissant un seuil maximal d'inégalités acceptables dans une république dont la devise est, après tout, «*Liberté, Egalité, Fraternité*». Par exemple de 1 à 10... Cela aurait pour effet de déterminer une élévation des minima sociaux, mais aussi de créer l'équivalent d'un revenu maximal.

Si on a ce plafond de revenus, lorsqu'on rembourse la dette, comme ce sont, mécaniquement, les plus riches qui ont eu les moyens de prêter, cela va rapidement dépasser leur plafond de revenus... Il sera donc légitime que cet excès de revenus soit repris au titre de la fiscalité liée au plafonnement des revenus. Pour la dette de la France, même si une partie est détenue par des fonds étrangers, cela concerne déjà le tiers de la dette, qui est détenu par des résidents français. Et ce

serait déjà une transformation majeure, puisque cette première tranche de remboursement limiterait d'autant le coût colossal des intérêts.

On peut aussi envisager une façon plus libérale d'utiliser ce remboursement en réinvestissant cet excès d'argent dans des formes collectives d'investissement écologique et social, à travers des fondations dont la collectivité publique serait partie prenante et par le biais de l'instauration d'une monnaie écologique et sociale. Pour cela, il faut aussi repenser la monnaie, dont on voit qu'elle est au cœur de nos dysfonctionnements actuels.

Un bon exemple, donné par Bernard Lietaer, un des anciens responsables de la Banque centrale de Belgique, est celui de la construction des cathédrales. Cela n'a été possible que si la valeur du bien que l'on construit à long terme paraît plus intéressante que la valeur de la monnaie qu'on utilise à court terme. Chartres bénéficie encore de cet investissement à long terme de la collectivité, parce qu'on a considéré que cet investissement de long terme avait plus de valeur que celle de son équivalent monétaire immédiat, parce que la détention de monnaie liquide n'était pas aussi importante et intéressante à court terme qu'elle ne l'est aujourd'hui. Si, à l'époque, la ville de Chartres avait pu avoir des placements financiers qui lui rapportaient 15% en un an, elle aurait joué la carte des placements financiers plutôt que des cathédrales.

Si on se pose les questions en termes de développement soutenable, ou de grands investissements sociaux, il s'agit d'investissements lourds, de long terme, sans rentabilité immédiate. Ou, plutôt, leur seule rentabilité immédiate est que ça commence à éviter le pire... Mais il faut d'abord sortir du court-termisme, donc faire en sorte que le placement strictement financier n'ait pas d'intérêt, voire qu'il suscite du désintérêt... Pour cela, on peut transformer la nature de la monnaie ou instaurer une taxe sur les transactions financières, mais qui soit costaud, de l'ordre de 2% plus que de 0,05 %.

**Les contraintes monétaires sont effectivement au cœur de la crise actuelle. Mais peut-on créer une monnaie mondiale qui interdise la spéculation,**

**sur le modèle de ce qui existe dans les systèmes d'échange locaux ? Est-ce que, plus généralement, la solution à la crise actuelle peut vraiment se trouver dans l'élargissement des principes de l'économie sociale et solidaire ?**

Les monnaies sociales, face à la crise des monnaies officielles, que ce soit l'euro ou le dollar, offrent une perspective transformatrice ambitieuse de réappropriation démocratique de la monnaie, qui valorise les circuits citoyens, écologiques, sociaux. Elles proposent des modes d'échanges alternatifs, soucieux du développement humain collectif, et non de l'enrichissement spéculatif de quelques-uns. On a des exemples qui fonctionnent très bien, par exemple, dans une ville comme Toulouse, le Sol violet, qui a le soutien d'institutions comme la Macif ou le Crédit coopératif. Ces monnaies sociales sont anti-spéculatives. Si elles ne sont pas utilisées, elles perdent de la valeur au fil du temps, car elles sont pensées comme des «*monnaies fondantes*», qui ne peuvent donc pas servir à la spéculation ou à la thésaurisation.

Bernard Lietaer a démissionné de la Banque centrale de Belgique sur le constat que les banques centrales accélèrent la crise financière au lieu de la contrer. Il a, alors, proposé une monnaie mondiale, la «*Terra*», en partant du principe que le dollar ne pourra pas rester dans ce double jeu d'être à la fois la monnaie des Etats-Unis et la monnaie mondiale : une ambiguïté qui est au cœur du système monétaire mondial défini après guerre, à Breton Woods. La crise du dollar cet été a rouvert le débat sur la création d'une monnaie mondiale, et, tant qu'à en faire une, il faut faire en sorte qu'elle soit une monnaie mondiale, au service d'un développement soutenable. Il propose donc que la «*Terra*» perde de la valeur si on ne l'utilise pas, pour empêcher la spéculation.

Il est temps que les pouvoirs publics reprennent le contrôle de la création monétaire, qu'on a laissé filer, et la monnaie sociale me paraît être un bon outil pour ça. Il est donc possible d'utiliser à l'échelle mondiale des approches aujourd'hui locales ou expérimentales et de réincorporer, dans le cadre d'une crise de l'euro et du dollar, des expériences de la finance solidaire ou

des monnaies sociales dans une perspective macro. Il ne s'agit pas seulement d'une extension du champ de l'économie sociale et solidaire.

Cela s'inscrit dans une économie plurielle, où le marché a toute sa place, mais rien que sa place. L'économie publique y a aussi sa place, comme l'économie solidaire. On serait alors dans une économie «*avec marché*», et non dans une économie «*de*» marché. Une économie seulement publique engendre, à l'inverse, le risque d'une économie bureaucratique et administrée. Il faut donc pluraliser l'économie.

**Passer et penser à l'échelle de la «mondialité»**

**Quelles formes de gouvernance pourrait permettre cette transformation ?**

L'émergence d'un mouvement des droits civiques mondiaux, avec le printemps arabe, le printemps espagnol et le mouvement Occupy, dont l'altermondialisme avait posé les prémices, est le socle d'une citoyenneté terrienne et, à terme, d'une gouvernance démocratique mondiale. Il existe, de fait, une gouvernance mondiale, mais qui est, c'est selon, oligarchique, technique, parfois despotique. En tout cas, elle fait la preuve, aujourd'hui, de son inefficacité.

C'est logique : vous ne pouvez pas prendre des décisions qui engagent des milliards de citoyens si celles-ci sont élaborées dans des cénacles coupés du reste de la planète, surtout si ces décisions demandent des sacrifices ou des efforts à répétition. Il y a des sacrifices à consentir et des efforts à faire, mais si on veut réussir les grands défis, comme la soutenabilité écologique, il faut faire en sorte que cette citoyenneté mondiale ne constitue plus une vieille utopie, mais devienne un objectif fondamental.

Mais une gouvernance mondiale n'est pas une super-bureaucratie mondiale. Elle devrait appliquer le principe de subsidiarité. On traiterait au niveau planétaire ce qui relève du planétaire, comme la question du climat ou des armes de destruction massive, et le reste à des niveaux continentaux ou nationaux. Mais le grand enjeu du XXI<sup>e</sup> siècle, c'est effectivement celui-ci. Est-ce qu'on va vers une

logique de plus en plus oligarchique, qui ne supporte pas le fait démocratique et devient, comme on le voit actuellement, une source de chaos à l'échelle des nations, voire au-delà ? Ou est-ce qu'on se donne les moyens de transformer les défis en opportunités ?

L'humanité s'est donné un destin commun : le positif de tous ces risques qui nous menacent, de toutes ces crises systémiques, c'est que l'humanité peut devenir le sujet de sa propre histoire. Elle a commencé, avec Hiroshima, à comprendre qu'elle était le sujet négatif de son histoire. Elle pourrait, à l'heure de Fukushima, devenir le sujet positif de son histoire.

Quand on parle de gouvernance, on tient toujours à y mettre la fonction de défense, qui fait partie de la souveraineté. Or, que serait un ministère de la défense de l'humanité ? Le propre d'un ministère de la défense, c'est d'analyser les menaces et d'y répondre. Existe-t-il des menaces lourdes qui pèsent sur l'humanité ? La réponse est oui. Mais ces menaces ne viennent pas de l'extérieur. La barbarie n'est pas extérieure, elle est intérieure, et l'Europe a payé un prix assez lourd pour avoir conscience que la barbarie peut naître au cœur des civilisations.

Un ministère de la défense de l'humanité dirait que la destruction des écosystèmes menace l'humanité et impose une politique industrielle radicalement transformée. Que le cocktail explosif des misères produites par l'augmentation vertigineuse des inégalités menace l'humanité et impose une autre politique sociale. Que la circulation anarchique des armes de destruction massive exige une politique de désarmement.

Je prends volontairement comme exemple le terrain classique de la posture réaliste, qui se situe sur le terrain de la gouvernance, et donc de celui de la défense. Mais le fait même de passer à l'échelle de la «mondialité», pour parler comme Edouard Glissant et distinguer la mondialisation de la globalisation financière, oblige le politique à changer de posture.

Là où le politique s'est souvent construit sur une pacification intérieure agitant des menaces extérieures, dire que la barbarie est intérieure et non pas extérieure aboutit à changer la nature du politique.

Il doit réapprendre ses lignes de conduite non auprès de la géopolitique, mais auprès des traditions de sagesse, qui savent, elles, que la barbarie est intérieure.

**Mais combattre la barbarie à l'intérieur des collectivités humaines, y compris à l'intérieur de chacun d'entre nous, doit-il nous faire négliger l'importance des institutions, qui ont eu aussi pour vertu de permettre aux êtres humains de se rassembler et de définir les conditions d'un être ensemble ?**

L'enjeu institutionnel est considérable, mais c'est différent d'avoir des institutions qui favorisent la paix ou la guerre, la démocratie ou l'oligarchie. C'est ce que disait Castoriadis sur la dynamique de l'instituant et de l'institué. Il faut à la fois considérer que l'institution est un terrain majeur, mais que les institutions doivent être revivifiées et questionnées, sans cesse, par la force de l'énergie instituante. Les nouvelles formes politiques ou économiques que nous devons promouvoir pour «faire société» sont importantes, non pour créer des îlots de marginalité autour du système, mais pour construire des institutions nationales, continentales ou mondiales.

Jusqu'au début des années 1980, l'Europe, dans son processus institutionnel, a été dans cette direction et représentait un cas très intéressant, y compris dans son mode de régulation, en construisant un modèle d'économie de marché régulé, qui n'était pas capitaliste. Les libéraux et les marxistes confondent le capitalisme et le marché. Le capitalisme est dans une logique de puissance, et si on le laisse se développer sans frein, il détruit aussi les échanges et les marchés, comme l'avait souligné l'historien Fernand Braudel.

Le capitalisme est dans une logique de trusts, industriels hier, informationnels aujourd'hui. Mais le vrai marché est une institution qui suppose de la régulation : il lui faut de la paix et du droit. La première partie de l'histoire des institutions européennes était nourrie par l'expérience des faits totalitaires, de la guerre et par les dérèglements nocifs de la première «société de marché», décrite par Karl Polanyi.



A partir du moment où on a basculé, de plus en plus vite, vers une Europe qui devenait le vecteur d'imposition de la logique de globalisation financière, l'Europe a commencé à se déstructurer de l'intérieur. Au lieu d'être protectrice, elle est devenue menaçante. Et on arrive aujourd'hui à un point critique, où cette Europe-là est incapable de défendre ses propres avancées. Si on reste dans cette mécanique, on risque de ne pas vivre seulement la fin de l'Euro, mais un éclatement de l'Europe elle-même.

Il faut reprendre le chemin européen, sur les bases initiales des trente années d'après guerre, en y ajoutant l'enjeu écologique qui était alors le grand impensé. Mais l'Europe ne pourra éviter sa propre destruction, qui est en route, qu'en étant capable de lier question écologique, sociale et démocratique. Et tout cela est non seulement possible, mais correspond à l'aspiration des peuples européens, qui ne veulent pas du nationalisme et du souverainisme, mais refusent seulement que la logique européenne soit le faux nez d'une régression sociale et démocratique.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Directrice général** : Marie-Hélène Smiéjan

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 1 538 587,60€

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071.

Conseil de direction : François Bonnet, Jean-Louis Bouchard, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Gérard Desportes, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa ; Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 80 ou 01 90

**Propriétaire, éditeur et prestataire des services proposés sur ce site web** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 1 538 587,60 euros, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.